

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Budget du Québec 2019-2020

Les économistes proposent des pistes au ministre des Finances

Québec, 23 janvier 2019 – L'Association des économistes québécois a transmis au ministre des Finances du Québec un avis contenant ses recommandations quant au contenu du budget 2019-2020 qui doit être présenté à l'Assemblée nationale au cours des prochaines semaines.

Dans l'avis préparé par son Comité des politiques publiques – un groupe d'une quinzaine d'économistes aux expériences et aux compétences variées –, l'Association souligne que les changements démographiques défavorables pourraient empêcher l'économie du Québec de maintenir son rythme de croisière actuel. Le Comité est également préoccupé par le fait que la durée exceptionnelle de la croissance mondiale actuelle laisse planer le risque qu'une récession se produise au cours des prochaines années.

Dans ce contexte, le Comité rappelle que les mesures prises pour pallier les effets de la crise de 2008-2009 ont contribué à une accumulation de déficits budgétaires de l'ordre de 16,4 milliards de dollars dans les années subséquentes. Le gouvernement devrait donc s'assurer d'avoir les ressources financières suffisantes pour relancer l'économie lorsque le besoin se fera sentir sans toutefois renoncer à ses objectifs de réduction de la dette. À cette fin, le Comité recommande au gouvernement de préciser ses orientations à l'égard du niveau de réserve à maintenir dans son cadre budgétaire et la façon dont il entend utiliser tout montant excédentaire.

Dans un souci d'équité intergénérationnelle, le Comité encourage le gouvernement à respecter les recommandations de l'OCDE d'établir les perspectives budgétaires sur un horizon de 10 à 40 ans pour mettre en lumière les problèmes potentiels du vieillissement de la population. L'avis réitère donc une recommandation formulée lors de budgets antérieurs, soit la création d'un poste de directeur parlementaire du budget, lequel pourrait se pencher sur la question. Pour assurer une gestion diligente des fonds publics, le Comité recommande aussi au gouvernement de rendre compte de l'avancement des travaux du processus de révision permanente des programmes mis sur pied par le précédent gouvernement.

L'Association invite le ministre des Finances à accorder la priorité à l'éducation puisque celle-ci engendre des effets positifs sur la productivité et sur l'employabilité. Compte tenu de la rareté croissante de la main-d'œuvre, elle recommande aussi de poursuivre l'implantation de mesures incitant les travailleurs expérimentés à demeurer plus longtemps sur le marché du travail. Une sélection mieux adaptée et mieux ciblée des immigrants en fonction des besoins de main-d'œuvre et des efforts accrus à leur intégration sont également proposés. Enfin, pour contrer les changements climatiques et encourager le développement durable, l'Association croit que

l'utilisation active de l'écofiscalité pourrait aider le Québec à respecter ses engagements pour assurer la transition énergétique.

Le texte complet de l'avis de l'Association peut être consulté à l'adresse :

<http://tinyurl.com/y72t8rh7>

CONTACT

Yves St-Maurice, président
Comité des politiques publiques
514-776-6546

Bernard Barrucco, directeur général
Association des économistes québécois
418-663-6613